

LA PRESSE ET LA LIBERTE D'EXPRESSION DU CITOYEN

Le MAINE LIBRE n'ayant pas jugé utile de publier ma réaction à l'article, de Madame Florence Abélard, publié en sa rubrique "POINT DE VUE" en date du 4 décembre dernier.

Voici l'article de Madame Abélard :

< Mais c'est quoi ce débat ?

" *Y'en a dix millions payés à rien foutre - :*

Cette phrase crachée comme un mauvais venin par un élu du peuple au sortir d'un débat sur l'identité nationale prend un air de pavé dans le borborygme où semble s'enliser le débat voulu par Eric Besson.

En bon petit soldat de Sarkozy, il nous ressert le plat déjà bien réchauffé de la sécurité, à quelques semaines des régionales.

Le débat sur l'identité nationale, dont on peut sincèrement douter de l'utilité, risque donc de devenir l'otage d'outrances racistes et xénophobes.

Au lieu de resserrer les liens d'une France multicolore et multiculturelle, il fait planer la menace de détricoter le patchwork patiemment tissé au fil des décennies par une France bienveillante et accueillante.

Certes, Éric Besson a, hier, promptement dénoncé les dérives, de l'élu de la Meuse et de certains internautes qui se lâchent à qui mieux mieux sur le site du ministère de l'Immigration consacré au sujet et censé faire avancer le débat.

Il n'empêche, la question de l'identité nationale pourrait devenir un exutoire à l'heure où un sondage révèle que la société française a du mal à accepter la visibilité de l'Islam et qu'une majorité de Français est hostile à l'édification de mosquées et de minarets. Jean-Pierre Raffarin brocarde un « *manque de rigueur intellectuelle* » dans la menée du débat et estime que la question de l'identité « *ça ne peut être une réflexion de comptoir* : Il exhorte à un débat qui « *enjambe les élections régionales et s'élargisse* ».

Dans cette France métissée et plurielle, chacun s'est construit et fondu dans une nation qui a toujours revendiqué sa fibre de l'intégration.

La question de l'identité ne peut se limiter à ce ressentiment contre ceux venus d'ailleurs, à ces formules à l'emporte-pièce destinées à alimenter le brasier de la peur.

Plutôt que de rassembler et d'harmoniser, ce débat, risque de diviser et d'exclure et les nuages qui pourraient assombrir l'horizon bleu blanc rouge hexagonal n'auront rien à devoir au réchauffement climatique mais bien à réchauffement de ceux qui ne voient pas plus loin que leur nombril. >

Florence ABÉLARD

► **Voici ce que je pensais, en ma candeur, pouvoir rétorquer par la même voix de presse**

En réaction à l'article "*Mais c'est quoi ce débat ?*", à la signature de Madame Abélard, publié par le Maine Libre en date du 4/12/2009 :

Ce jour, il nous est posé la question de savoir ce qu'est notre Identité Nationale ?

Si une telle question nous est posée, ne serait-on pas fondé à rechercher les raisons de cette démarche ?

Une démarche qui, en fait, me semble tout à fait fondée à l'heure où l'on entend tout et son contraire.

Plutôt que de se fier à de prétendus sondages ou à de doctes avis de personnes souventes fois bien loin du terrain et de ses problèmes réels

et, afin, d'éviter toute polémique, ne serait-on pas fondé à interroger directement notre Nation ?

En démocratie, le peuple n'est-il pas souverain ? Du moins à en croire l'étymologie grecque du mot "démocratie"

A moins que certains penseurs, "anxieux" voire craintifs, estimant que nos concitoyens sont, à leurs yeux, incompetents et immatures pour s'exprimer... leur refusent ce droit... pourtant conquis de haute lutte !

Hubert DEGAN
Président du CSREP Le Mans
04/12/2009

1^{ère} remarque :

Le droit à l'expression m'ayant, une nouvelle fois encore, été refusé par la rédaction du Maine Libre (cela fait 3 ans que cela perdure !) se pose la question suivante :

Les rédacteurs sont-ils propriétaires du journal qui les emploie, sont-ils juges et parties pour accepter ou refuser de publier l'expression (correcte) d'un citoyen à la lecture d'une déclaration d'un autre citoyen ? **Le lecteur se fera une opinion...**

Aussi, afin de tenter d'éviter de telles dérives plus que surprenantes en démocratie :
je pense qu'il faudrait, enfin, avoir le courage de légiférer et d'instaurer un code de déontologie pour les médias, ce, à l'instar de toutes les professions réglementées (vœux pieux !)

2^{ème} remarque :

Autres réflexions issues de l'écoute du terrain en l'occasion du "Grand débat sur l'Identité Nationale"

Les problèmes relatifs à notre "Identité Nationale" étant, particulièrement, fondamentaux, il nous apparaît qu'en une démocratie d'essence latino-judéo-chrétienne, telle la nôtre, seul le peuple de France en son intégralité nous paraît fondé à s'exprimer – nos Élus n'ont pas reçu mandat pour ce faire – Ceux-ci n'ont pas, à nos yeux, qualité pour engager d'une manière irréversible l'avenir identitaire de notre France.

Un "Grand débat sur l'Identité Nationale" a été effectivement lancé - nos concitoyens et nos élus locaux ont été invités à y participer notamment lors des réunions organisées par les Préfets.

Le C.S.R.E.P., après s'être exprimé en date des 29 octobre et 6 novembre 2009 tant sur son site www.objectifs-2012.fr qu'à l'attention de divers Elus, estime pouvoir et devoir, à nouveau, restituer avec la plus grande rigueur les réflexions ci-après émanant de grande partie de nos Forces vives silencieuses mais déterminées en la défense de notre Identité Nationale.

Si un tel débat a été décidé c'est que le Président de la République l'a jugé nécessaire à l'écoute de la "souffrance des électeurs" selon les termes qu'il a employés lors de son message publié dans le Monde du 8/12/2009.

Le Président SARKOZY a, également, mis en garde la Communauté Musulmane en lui rappelant que "respecter ceux qui accueillent, c'est s'efforcer de ne pas les heurter, de ne pas les choquer, c'est respecter leurs valeurs... et les faire au moins en partie siennes".

Le Président SARKOZY a, également, rappelé à nos compatriotes musulmans "que notre Pays où la civilisation chrétienne a laissé une trace aussi profonde où les valeurs de la République sont parties intégrantes de notre identité nationale, tout ce qui pourrait apparaître comme un défi lancé à cet héritage... condamnerait à l'échec l'instauration d'un Islam de France".

Réfléchissons un peu sans acrimonie aucune :

- **Arborer un drapeau étranger dans une Mairie en l'occasion d'un mariage ;**
 - **Porter gurka - djellaba – voile ou "autre spécificité vestimentaire" ;**
 - **Barrer, littéralement, une rue de Paris lors de prières effectuées sur la voie publique même ;**
 - **Ouvrir des écoles coraniques ou medersas sur notre territoire ;**
 - **Planter des bâtiments à usage religieux de style oriental en nos villes et villages de racine latino-judéo-chrétienne ;**
 - **Siffler notre hymne national lors de rencontres sportives ;**
 - **Pratiquer, de fait, la polygamie ;**
 - **Vouloir instaurer la charia... dans une procédure de divorce ;**
 - **Imposer le port du voile aux femmes ;**
 - **Exiger que des jours d'ouvertures de piscines soient réservés aux femmes (musulmanes) etc...**
 - **Répondre à une enquête gouvernementale qu'en cas de conflit entre la France et un Pays musulman "préférence" serait donnée au dit Pays !**
 - **Clamer qu'avant d'être Français l'on est Musulman ;**
- [En effet, selon une étude menée en 2005 par le Ministère de la Défense auprès de jeunes issus de l'immigration, à la question « En cas de conflit, seriez-vous prêts à vous engager pour défendre la Nation ? »](#)
- 70 % répondent non, 20 % ne savent pas et 10 % seulement oui.
- La principale raison évoquée est, qu'en cas d'affrontement contre d'autres musulmans, ils considéreraient leur décision vécue comme une trahison envers l'Islam.
- De même 46 % se considèrent d'abord musulmans avant d'être Français, pour 42 % l'inverse. La situation est encore plus inquiétante en Grande-Bretagne et en Espagne où le chiffre atteint 80 % !

► Sont ce là des signes d'une ferme volonté d'intégration à la Nation française ?

Personnellement, je n'en suis pas pleinement convaincu, mais je peux me tromper !

Ceci posé, il est à préciser qu'afin d'éviter toute polémique et, afin, d'éviter que l'on nous qualifie de raciste ou d'extrémiste, nous n'avions pas développé, pleinement, la restitution de ce qui nous avait été confié par nombre de nos Forces vives.

En fait, une majorité de nos concitoyens souhaite que l'on respecte, strictement, ses us et coutumes ainsi que ses valeurs ancestrales fondamentales.

A ce qui nous est, également, confié, nos concitoyens entendent respecter ceux qui les respectent et respectent pleinement leurs valeurs qui, ne le perdons pas de vue, sont d'essence latino-judéo-chrétiennes.

Cette majorité d'électeurs estime surtout qu'elle "doit bien" cela, par respect à ses parents, ses grands-parents et ses ancêtres, c'est à dire, à ceux qui, par leur sueur et leur sang ont fait de notre France une terre d'accueil pour les hommes et les femmes de bonne volonté, sans exclusive, prêts à l'aimer à la respecter et à la servir.

En France, il y a, certes, des droits pour "tout un chacun"... mais, il y a, également et avant tout, des devoirs en échange... volet, bien trop souventes fois, oublié !

Cessons de nous "triturer l'esprit", cessons de compliquer ce qui est simple ! et devrait être et rester naturel !

Hubert DEGAN

Président du Cercle de Synthèse, de Réflexion et d'Etudes Politiques

10/12/2009